

*Attribution de temps*

Les deux partis de l'opposition comptent quelque 70 députés. Nous reconnaissons que nous sommes minoritaires et que nous ne pouvons pas l'emporter à la Chambre, mais ce n'est pas une raison pour cesser de faire valoir notre point de vue. Nous reconnaissons sûrement le droit des minorités dans notre pays, qu'il s'agisse des libéraux ou des néo-démocrates, de se faire entendre et de représenter, à mon avis, la majorité des Canadiens. J'estime qu'en ce qui concerne l'accord commercial, nous représentons effectivement la majorité des Canadiens.

Que nous soyons minoritaires ou majoritaires, notre voix est étouffée, les droits des Canadiens sont bafoués et le Parlement est piétiné par un gouvernement tellement assoiffé de pouvoir qu'il en a oublié son obligation et son droit de reconnaître que les valeurs les plus fondamentales que nous devons respecter à la Chambre sont les droits démocratiques et la liberté d'expression, celles-là mêmes que le gouvernement cherche à mettre en veilleuse ici au Parlement.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, une fois de plus c'est aujourd'hui un jour très sombre pour le Parlement canadien. Le gouvernement actuel a la manie de la clôture. A maintes occasions, il a montré qu'il avait le gros bout du bâton en décrétant la clôture. Il l'a fait dans le cas du projet de loi sur les produits pharmaceutiques. La population canadienne contestait l'initiative du gouvernement en matière de médicaments d'ordonnance, dont nous voyons maintenant le résultat dans la flambée des prix. Le gouvernement a imposé la clôture dans le cas du projet de loi sur Air Canada, du projet de loi sur les réfugiés, du projet de loi sur l'immigration, du projet de loi sur les langues officielles.

Le gouvernement a supposé qu'il peut faire ce que bon lui semble, fort de ses 208 députés. Nous l'avons vu dans le cas du Règlement qui régit les activités de la Chambre. Les députés ministériels l'ont balancé par la fenêtre en disant qu'ils n'avaient pas à suivre de règlement, qu'ils pouvaient s'en tailler un sur mesure puisqu'ils étaient largement majoritaires et qu'ils avaient le gros bout du bâton dans ce régime démocratique. Le gouvernement actuel a la manie de la clôture.

La belle brochette de «parlementicides» que voilà, à commencer par le pire, le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie), puis viennent le leader parlementaire du gouvernement (M. Mazankowski), le leader parlementaire adjoint (M. Lewis), le secrétaire parlementaire et l'autre secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur (M. McDermid). Je les appelle «parlementicides» non seulement parce qu'ils ridiculisent notre institution parlementaire, mais parce qu'ils tuent aussi la démocratie. Ils se moquent effrontément des Canadiens. Mais sept Canadiens sur dix, soit 70 p. 100 de la population du Canada, ont répété à maintes reprises qu'ils voulaient des élections sur l'accord commercial avant que le gouvernement le leur impose de force et en précipite l'étude à la Chambre des communes.

Et que dit le ministre du Commerce extérieur aux Canadiens? «Peuh! Qu'important 70 p. 100 des Canadiens. C'est nous qui avons raison. Nous détenons la majorité à la Chambre des communes. Nous en avons le contrôle et nous pouvons

faire tout ce qui nous plaît. Soyez prêts, Canadiens, nous allons vous faire avaler de force la loi sur l'Accord de libre-échange.»

Le peuple canadien n'attend que l'occasion de faire savoir au gouvernement ce qu'il pense. Le peuple canadien n'attend que les élections. Partout au pays, les Canadiens disent: «Déclenchez les élections, monsieur le premier ministre. Si vous avez le courage de vos déclarations au sujet du libre-échange, si vous êtes convaincu de ce que vous dites, alors donnez-nous deux mois de campagne électorale pour nous laisser décider si nous voulons de votre libre-échange».

Mais le gouvernement conservateur ne croit pas à la démocratie. Comment s'en étonner? Souvenons-nous que c'est le parti conservateur qui a immobilisé la Chambre des communes pendant 16 jours. Ses députés étaient partout et déclaraient qu'ils ne retourneraient pas à la Chambre des communes, qu'ils la feraient fermer, qu'ils ne voulaient plus de débat. C'est ce parti qui pervertit le Parlement.

Encore une fois, on voit où cela mène de tenir des audiences au Canada avant que quiconque ait vu l'Accord. Peut-on imaginer plus bête et plus grotesque que le ministre du Commerce extérieur qui déclare que des audiences d'une seule journée auront lieu dans les principales villes du pays avant que quiconque ait vu l'Accord?

● (1620)

C'est exactement ce qu'ils ont fait. Ils ont dit qu'ils avaient tenu des audiences dans tout le pays. En réalité, ils ont imposé la clôture à tous les stades de l'étude du projet de loi. Ensuite, le leader adjoint du gouvernement à la Chambre (M. Lewis) a demandé au leader à la Chambre de l'opposition officielle (M. Gray) et au leader à la Chambre du Nouveau parti démocratique s'il n'y avait pas moyen de s'entendre pour terminer le débat en quelques jours. Que faut-il que nous fassions pour que ces gens-là comprennent ce que nous nous tuons à leur dire, soit que nous n'allons pas faciliter l'adoption de cette mesure.

**Une voix:** Déchirez-la.

**M. Riis:** Il s'agit d'une mesure législative qui ne vaut rien pour le Canada. Elle est anticanadienne. D'ailleurs, la démarche du gouvernement dans toute cette affaire est antidémocratique et nous refusons d'y prendre part. Par conséquent, ne nous demandez pas de conclure un marché en coulisses.

Comment percer la carapace de ces monstres à tête dure appelés conservateurs qui nous font face? Nous leur avons envoyé une lettre pour leur dire que nous voulions consacrer les deux prochaines années à débattre cet accord commercial. Nous espérons de cette façon que tout s'éclairerait pour eux, qu'ils comprendraient que nous ne voulons pas collaborer en vue de faciliter un accord qui, à notre avis, ne sert pas les intérêts bien compris du Canada. Enfin, la lumière s'est faite dans leurs cerveaux. Ils ont enfin saisi que nous n'étions pas disposés à leur faciliter la tâche. Ils ont compris que nous ne voulions pas conclure un marché afin de sceller cette affaire avant que les Canadiens aient pu se prononcer.